Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1972)**

Heft 200

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne
Hebdomadaire romand
No 200 26 octobre 1972
Neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs
jusqu'à fin 1973: 40 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Eric Baier
Bernard Dafflon
Jean-Claude Favez
Jean-Pierre Ghelfi
François Kohler
Pierre Moor

200

Domaine public

Europe: oui, mais quel après?

Le Vorort votera oui. Pas étonnant, dit Jean Vincent, heureux, quand il se bat pour le « non », de pouvoir concilier sa sensibilité auditive aux humeurs de la « Pravda » et son moralisme vieux Suisse, « l'Europe, c'est l'Europe des patrons ». C'est, peut-être, celle des patrons. Mais l'Europe, c'est beaucoup d'autres choses aussi.

L'Europe renforce la démocratie. Même bourgeoise, cette démocratie a un prix incomparable. Banal de le dire, peut-être. Banal aussi de dire que ni Athènes, ni Prague ne sont lointains.

Rien ne prouve que l'Europe évoluera dans un sens socialiste, c'est vrai. Mais elle est la condition de la lutte pour une autre civilisation post-industrielle, ni mode de vie américain, ni mode de vie soviétique. Car il faut une aire économique suffisante pour répondre au défi technologique, pour réorienter la croissance et être ainsi capable, sans tomber dans l'autarcie, de protéger une expérience socialiste.

Le 3 décembre, il ne s'agira pas de cela, il est vrai, mais d'un accord commercial, d'ailleurs bien négocié, d'ailleurs éminemment utile à un pays comme la Suisse, exportateur par vocation géographique.

Revenons donc au « oui » du Vorort.

Il se réjouirait, nous dit-on, des perspectives de concentration industrielle. Pourtant l'ouverture des marchés ne condamne pas les petites entreprises. En revanche ce qui les asphyxie, c'est l'inflation et leur incapacité de reporter sur des grandes séries la hausse des coûts; ce qui les dessert, c'est le prix de la recherche.

Les perspectives européennes exigent donc que le Conseil fédéral ait le courage d'entreprendre une lutte anti-inflationniste véritable. Le problème est d'ailleurs si grave qu'il se pose en dehors même de notre accord avec l'Europe. Il implique aujourd'hui nécessairement l'instauration d'un contrôle des prix. D'autre part, les petites entreprises, liées à la vie régionale, doivent bénéficier d'un soutien organisé dans le domaine de la recherche appliquée.

Mais, répétera-t-on une fois encore, le Vorort vote oui. Il vote oui, en effet, parce qu'il obtient ce qu'il souhaite: le libre échange. Ensuite ce sera « non » à tout ce qui pourrait le menacer dans ses privilèges, qui prennent mille formes concrètes, mais qui se résument dans le fait qu'il est l'interlocuteur, non pas unique, mais privilégié du pouvoir. A l'échelle européenne, le Vorort ne serait plus qu'un pion parmi d'autres pièces de l'échiquier.

L'Europe représente donc une possibilité de déborder le capitalisme suisse, que ce soit au niveau de la lutte anticartels, du droit des sociétés, de la réforme du fisc.

L'Europe est une chance de soumettre à un brassage l'oligarchie nationale.

Certes, on ne votera que sur un traité commercial; certes l'Europe n'évoluera pas nécessairement dans un sens socialiste. Mais de cette Europe possible, il ne faut pas s'éloigner. Dans cette perspective, le « non » n'a pas de signification, le « oui » en a une: celle de mieux remettre en cause, un jour, la « Suisse des patrons ».

DANS CE NUMÉRO

P. 2: le carnet de Jeanlouis Cornuz; pp. 2/3: la crise de l'autonomie communale; p. 4: la semaine dans les kiosques alémaniques; pp. 4/5: impôts directs: accorder les violons; p. 6: arrêtés scolaires vaudois: la voie étroite qui mène au Tribunal fédéral; pp. 6/7: Fribourg: du rififi dans l'immobilier; p. 7: les métamorphoses d'un futur institut; p. 8: la Ire Internationale: une centenaire négligée.